

Les crédits

gouvernement du Parti libéral pour combattre une situation éminemment grave dans ce pays de 1 600 000 chômeurs.

Je pense que la démonstration est facile. On va créer—c'est le discours du gouvernement—45 000 emplois temporaires et quand on parle d'emplois, il faut le rappeler, on parle des emplois maintenus; 45 000 emplois créés et maintenus au Canada face à 1 600 000 chômeurs. Je ne peux pas voir en quoi le député de Peterborough peut penser que cela va solutionner un tant soit peu la situation dans son comté. On peut présumer que le chômage se situe à environ 10 p. 100—il est autour de 13, 14 p. 100 dans mon comté de Trois-Rivières—et ce n'est pas avec cela qu'on va se donner bonne conscience et qu'on va se dire que le gouvernement est à la hauteur de la situation.

D'autant plus—et je vois ici le ministre des Ressources humaines—que c'est le même gouvernement qui, au lieu de s'attaquer au chômage, s'attaque aux chômeurs, et au lieu de s'attaquer à la pauvreté, s'attaque aux pauvres. Pensons à la situation des plus démunis, de ceux qui sont déjà mal pris, parce qu'un chômeur est quelqu'un de mal pris, et où on leur dit maintenant: «Dorénavant, tu ne recevras pas 57 p. 100 de ce que tu gagnais, mais plutôt 55 p. 100 et tu devras travailler plus longtemps pour avoir moins et ce, pour moins longtemps. Je pense qu'on va s'attaquer aux plus démunis.

• (1320)

Et quand on dit qu'on doit procéder à une modernisation—et les mots utilisés sont extraordinaires tellement ils dénotent du raffinement, de l'honnêteté intellectuelle—on va moderniser et on va revitaliser nos programmes sociaux. On ne sait pas comment, mais on sait une chose à l'heure où on se parle: le gouvernement a pu déjà comptabiliser combien ça coûtera dans deux ou trois ans, donc on va sauver au trésor public en attaquant les chômeurs et les pauvres, 7,5 milliards de dollars, dont 5,5 milliards en matière d'assurance-chômage. Ça, on le sait. C'est ce contre quoi je m'éleve quand j'entends un tel discours.

Premièrement, on n'a aucune solution véritable en ce qui concerne la diminution du chômage, parce que la solution qui s'appelle les infrastructures n'en est pas une, ce n'est même pas une demi-mesure, et, parallèlement, on s'attaque à ceux qui sont déjà démunis et on laisse drôlement tranquilles les mieux nantis de cette société. On forme des comités pour analyser s'il y a bien—fondé ou pas. Il serait grand temps qu'on fasse un effort de réflexion parce que le processus qui est en dessous, tout le monde en est de plus en plus conscient, c'est la disparition de la classe moyenne, comme dans un pays sous-développé, où il y aura peu de riches et éminemment beaucoup de pauvres. C'est notre point de vue.

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, je suis

heureux de prendre la parole, surtout après le discours que vient de prononcer le député.

[Français]

Tout d'abord, la motion proposée devant cette Chambre n'est pas exacte, ni les commentaires faits par l'honorable député. Aussi, je profite de l'occasion pour corriger les remarques de ce député de l'opposition.

Par exemple, cette année, il y aura plus de travail pour les Canadiens, spécialement pour les Québécois et les Québécoises. Selon le Conference Board, il y aurait plus de 57 p. 100 plus de travail pour les Québécois cette année, en comparaison avec l'année passée.

Malheureusement, les députés de l'opposition ont oublié les bonnes initiatives, mesures et efforts faits par le gouvernement et le secteur privé pour créer de l'emploi partout au Canada.

[Traduction]

Cela dit, je ne pense pas que nous soyons ici uniquement pour nous livrer à une bataille de chiffres. Si nous sommes ici, c'est pour parler du besoin profondément ancré des Canadiens de travailler, de regagner leur dignité, de contribuer à leur bien-être et à celui de leur famille, car l'obtention d'un emploi est la plus grande ambition des Canadiens pour eux-mêmes et leur famille.

Ce que je n'ai pas entendu jusqu'à maintenant de la part des députés de l'opposition, c'est la reconnaissance que le monde du travail a changé, que l'on ne peut pas revenir en arrière, que l'on ne peut pas défendre le statu quo, que l'on ne peut pas défendre le passé avec des arguments démagogiques.

[Français]

Par exemple, j'ai trouvé intéressante la remarque faite par l'éditorialiste du quotidien *La Presse*, M. Alain Dubuc: «La réforme des programmes est carrément essentielle pour tous. Lucien Bouchard se fait l'apôtre du *statu quo*.» Et je voudrais souligner ces remarques: «Les nationalistes, le Bloc québécois, par démagogie ou par étroitesse d'esprit, deviennent des apôtres de la rigidité et de la paralysie.» C'est vrai. C'est vrai, les membres de l'autre côté de cette Chambre sont des apôtres de la rigidité et de la paralysie et ils utilisent la démagogie pour argumenter.

• (1325)

[Traduction]

On peut se passer de cette étroitesse d'esprit, de cette opposition au changement, de cette tentative d'exploitation des préoccupations profondes des gens à des fins partisans immédiates.

Il faut au contraire parler de la conception d'une bonne stratégie tenant compte de divers éléments. Il n'y a pas de réponse simple. Il n'y a pas de panacée pour la création d'emplois. C'est un problème qui touche tous les pays et pour lequel il nous faut une approche globale et concertée.